

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture
Direction des Relations
avec les Collectivités Territoriales

Bureau du Développement durable

**ARRETE
DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT
D'UN CENTRE VHU**

« Installation de prise en charge, stockage, dépollution
et démontage de véhicules hors d'usage »

AGRÉMENT n°PR 22 00008 D

SAS LUDOVIC LE GALL – PLOUFRAGAN

Le Préfet des Côtes d'Armor
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, et notamment les titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V, et notamment son article R.543-162 ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées susvisée ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2008 modifié relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R.543-99 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 juin 2012 portant délégation de signature à M. Gérard DEROUIN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU** l'arrêté préfectoral codificatif du 15 juin 2009 autorisant la SAS Ludovic LE GALL à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, regroupement et tri de déchets industriels banals et dangereux ainsi que d'une installation de récupération de ferrailles et de véhicules hors d'usage implanté au Parc d'activités des Châtelets sur la commune de PLOUFRAGAN et portant agrément sous le n° PR 22 00008 D au titre de la dépollution et du démontage de véhicules hors d'usage ;
- VU** la demande de renouvellement d'agrément et les pièces jointes reçues le 20 février, le 8 août, le 5 octobre et le 8 octobre 2012 par la SAS Ludovic LE GALL ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 octobre 2012 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 26 octobre 2012. ;
- VU** le projet d'arrêté et le délai de 15 jours accordés à l'exploitant pour présenter éventuellement des observations, conformément à l'article R 512-26 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature en réformant notamment les rubriques associées aux activités de traitement de déchets ;

CONSIDERANT que la SAS Ludovic LE GALL est autorisée par arrêté préfectoral codificatif du 15 juin 2009 à exploiter une installation de prise en charge, stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage à PLOUFRAGAN – Parc d'activités des Châtelets ;

CONSIDERANT que les articles R.543-153 et suivants du livre V du code de l'environnement prévoient que les exploitants des installations d'élimination de véhicules hors d'usage, broyeurs ou centre VHU, doivent être titulaires d'un agrément préfectoral ;

CONSIDERANT que l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé précise le contenu du nouveau cahier des charges à respecter selon que l'agrément est demandé par un broyeur ou un centre VHU ;

CONSIDERANT que la SAS Ludovic LE GALL bénéficie d'un agrément préfectoral du 3 octobre 2006 susvisé repris dans l'arrêté préfectoral du 15 juin 2009 ;

CONSIDERANT que les rapports d'audits de l'installation, réalisés par un organisme accrédité, au cours de la première période d'agrément, ont mis en évidence que la SAS Ludovic LE GALL a respecté ou a pris les mesures pour respecter les dispositions des arrêtés ministériels relatif aux agréments des centres VHU et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 2009 ;

CONSIDERANT que la demande de renouvellement d'agrément et les pièces jointes transmises les 19 avril, 16 mai, 27 septembre et 15 octobre 2012 comportent l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor.

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'agrément portant le n° PR 22 00008 D permettant la prise en charge, le stockage temporaire, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage à PLOUFRAGAN – Parc d'activités des Châtelets par la SAS Ludovic LE GALL, dont le siège social est situé à PLEDRAN- Parc d'activités des Châtelets – Secteur du Vau Ballier, est renouvelé.

Ce renouvellement d'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral, sous réserve du respect des prescriptions particulières relatives à la réception de véhicules hors d'usage en vue de leur dépollution fixées par arrêté préfectoral du 15 juin 2009.

Article 2

La SAS LUDOVIC LE GALL est tenue, dans l'activité pour laquelle le renouvellement d'agrément est accordé, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté, ainsi qu'aux dispositions figurant dans les dossiers de demande et de renouvellement d'agrément et qui ne sont pas contraires aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux réglementant la société.

Article 3

Les dispositions de l'article 1.1.4.1 et du premier paragraphe de l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2009 susvisé ainsi que son annexe portant sur le cahier des charges annexé à l'agrément n° PR 22 00008 D sont remplacées par les dispositions du présent arrêté et de son annexe portant agrément.

Article 4

Le non-respect, par le titulaire de l'agrément, de l'une quelconque des obligations énumérées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral du 15 juin 2009 peut entraîner la suspension ou le retrait de l'agrément dans les formes prévues par l'article R.515-38 du Code de l'environnement susvisé.

Article 5

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L.514-6 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement.

Article 6

Le Secrétaire Général de la préfecture,
la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes d'Armor, dont une copie sera notifiée à la SAS LUDOVIC LEGALL et transmis au maire de PLOUFRAGAN.

Saint-Brieuc, le : **26 NOV. 2012**

Le préfet
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général

Gérard DEROUIN

